



MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

LA MINSUCA APPELLE A UNE CAMPAGNE ELECTORALE APAISEE ET MET EN GARDE CONTRE LES TROUBLES

Bangui, le 9 décembre 2015 - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilité en Centrafrique (MINUSCA) a appelé à une campagne électorale paisible et invite les candidats à présenter leurs projets de campagne au peuple centrafricain sans animosité ni recours à la violence sous toutes ses formes. L'appel a été lancé mercredi à Bangui, au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, par son Porte-parole, Vladimir Monteiro.

Dans cet appel, la mission des Nations Unies en Centrafrique a aussi demandé à ceux dont la candidature a été rejetée de se conformer à la décision de la Cour constitutionnelle et à faire montre de retenue dans leur réaction. La MINUSCA leur demande également de sensibiliser leurs sympathisants afin qu'ils évitent toute attitude qui serait de nature à perturber le processus électoral et la stabilité en Centrafrique. Sur un total de 44 candidatures présentées pour la présidentielle, 30 dont celle d'une femme ont été retenues tandis que 14 ont été rejetées.

La MINUSCA réitère sa détermination à travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes afin d'assurer le bon déroulement de cet important scrutin qui représente une étape cruciale vers une sortie définitive de la crise politico-sécuritaire qui affecte la Centrafrique depuis de longues années.

Par ailleurs, la MINUSCA a rappelé la publication mardi, d'une première liste des candidats aux législatives du 27 décembre, par l'ANE. Cette liste comporte 1192 candidats députés et sera complétée après la réception des dossiers incomplets ce mercredi en fin d'après-midi.

Sur le plan électoral, la MINUSCA note également que le Conseil National de Transition a adopté le 4 décembre deux amendements au code électoral : l'article 68 qui prévoit le nombre de votants dans un bureau de vote et de l'article 47 sur la carte d'électeur avec photos. Désormais, le nombre de votants dans un bureau de vote est passé de 250 à 500 électeurs tandis que la carte d'électeur sans photographie est autorisée. Néanmoins, au moment du vote, l'électeur devra présenter, en plus de sa carte d'électeur, tout autre document avec photo prouvant son identité ou, au besoin, un témoin de son village ou quartier.

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

Sur les formations liées au processus électoral, le “Comité ad-hoc Genre et élections” des femmes centrafricaines, ONU Femmes et la MINUSCA organisent depuis mardi une formation de trois jours pour les femmes candidates aux législatives. Elle porte, entre autres, sur la campagne électorale, les techniques de communication électorale et de négociation. Enfin, la campagne de sensibilisation des électeurs sur le référendum de la Constitution du 13 décembre 2015 se poursuit dans le pays.

Le Porte-parole de la MINUSCA est aussi revenu sur la publication, vendredi, du premier rapport public sur les droits de l’homme en Centrafrique, au lendemain de la journée internationale des Droits de l’Homme autour du thème : «Nos droits. Nos libertés. Toujours ». Cette année, la journée est consacrée au lancement d’une campagne qui marque le 50e anniversaire des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l’homme: le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Au cours des sept derniers jours, la MINUSCA a pu surveiller, vérifier et documenter, aussi bien à Bangui qu’à l’arrière-pays, 22 cas de violations et d’abus des Droits de l’Homme avec au moins 51 victimes dont 07 femmes. Selon des sources concordantes, les auteurs présumés sont, en plus des individus armés non identifiés, des groupes armés appartenant aux anti-Balaka, aux ex-Séléka/MPC/UPC/FPRC et quelques agents de l’Etat de l’OCRB, des FACA et de la gendarmerie.

Sur la question du Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rappatriement des anciens combattants, Vladimir Monteiro a précisé que les opérations de pré-DDR ont commencé à Bouar, le 3 décembre, et visent tous les combattants volontaires et membres des groupes armés signataires de l’accord DDRR de Bangui. Les combattants enregistrés et désarmés bénéficient d’une assistance alimentaire et sont dirigés vers des travaux communautaires générateurs de revenus. Pour rappel, les opérations de pré-DDR ont été lancées en juin 2015 à Bangui avant d’être étendues à Birao, Bria, Kaga-Bandoro et Bambari. Le programme devra toucher 10 autres localités telles que Paoua, Bossangoa et Obo.

A propos de la cohésion sociale, le Porte-parole de la MINUSCA indiqué qu’à la demande du Comité de crise à PK5, la MINUSCA a facilité une réunion sur la relance des services bancaires dans le quartier. Séparément, la MINUSCA a également rencontré les maires du 2e, 5e, 6e et Bimbo arrondissement pour discuter des moyens pour améliorer la gestion et le partage d’information entre les autorités locales sur la sécurité dans leurs zones.

De son côté, la sous-commissaire Pospescu Oana Andreea, Porte-parole de la police de la MINUSCA, a noté que la situation sécuritaire ces derniers jours

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

dans le pays, a été marquée par une baisse significative de la criminalité. Sur les activités de la Police, elle a précisé qu'en plus des missions d'escorte et de protection de hautes personnalités, la Police a effectué 145 patrouilles diurnes et nocturnes ainsi que des gardes statiques et des opérations de lutte contre la délinquance.

Par ailleurs, 40 officiers de la police judiciaire de la Police Centrafricaine et de la Gendarmerie nationale participent jusqu'au 26 décembre à une formation de remise à niveau en matière de traitement des affaires criminelles tandis que l'ensemble du personnel disponible des Forces de sécurité intérieures participent à une formation sur les missions des agents de sécurité pendant la période électorale et notamment dans un bureau de vote.

Pour sa part, le Lieutenant colonel Adolphe Manirakiza, Porte-parole militaire de la MINUSCA a fait savoir que la force de la Minusca est entrain de déployer toutes ses énergies pour appuyer le gouvernement dans la sécurisation des autorités et des agents électoraux qui se rendent sur le terrain, ainsi que le transport des kits électoraux. En exemple, il a cité que le 03 décembre dernier, la force a sécurisé le déploiement du matériel électoral à Nandobo Mboula, Salo et MOUNGOUNBA ; elle a aussi fourni une escorte à l'équipe électorale régionale de Kemo en date du 05 décembre, de Bangui à Sibut. Le décembre, la force a sécurisé la distribution du matériel électoral dans la ville de Bouar.

Le Lieutenant colonel a enfin annoncé que la force escorte actuellement les autorités gouvernementales dans tout le pays pour sensibiliser la population au vote du referendum.

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)